

ȘTEFAN FRECOT

Vasile Dudaș*

Mots-clés: *des personnalités du Banat, le Banat, la Conférence de la Paix de Paris 1919.*

L'avocat dr. Ștefan Frecot fait partie, entre autres, des personnalités de la vie politique du Banat qui ont joué un rôle important dans les événements déroulés à la fin de la première guerre mondiale. Il est né le 20 août 1887 à Timișoara. Son père, le dr. Melchior Frecot, pratiquait l'avocature et sa mère Maria Küttel était la fille d'un ancien maire de la ville située sur la rivière Bega.¹

Pour l'éducation de leurs enfants dans une ambiance française, les deux parents ont fait venir dans leur service une institutrice, Eugénie Saillant, originaire de Paris. Ștefan Frecot a suivi les cours de l'école élémentaire et du lycée dans sa vie natale. C'est ainsi qu'en 1904 il obtient la diplôme de baccalauréat avec distinction au Lycée des Piaristes comme chef de promotion. Ensuite, il a fait des études juridiques à Budapest en obtenant en 1910 le titre de docteur en droit, tout comme son père.

À cette époque, à côté d'autres jeunes gens, Ștefan Frecot prend part active aux activités socio-culturelles des étudiants de Budapest. Conformément aux relations de la publication *Egyetemi Lapok* il a été le président d'une cantine estudiantine.² Dans cette fonction il est entré en liaison avec un grand nombre d'étudiants qui provenaient des familles modestes de Roumains, Slovaques, Bulgaires, Serbes et d'autres nationalités incluses dans la Monarchie Danubienne. C'est maintenant qu'il fait la connaissance de l'étudiant Petru Groza, le futur homme politique roumain. Cette amitié va durer longtemps.

Conformément à la législation en vigueur, pour pratiquer l'avocature il fallait un bref stage de pratique dans quelques bureaux d'avocats. On le rencontre comme pratiquant à Budapest, Becicherecu Mare et Timișoara. Après avoir

effectuer la pratique, il va satisfaire son service militaire.

Pendant la première guerre mondiale il est incorporé dans l'armée austro-hongroise avec le degré de lieutenant. Dans cette qualité il participe aux opérations militaires sur plusieurs fronts de lutte.

Après la démobilisation, il rentre dans sa ville natale et prend part active à la vie politique de Timișoara. Ces jours-là, dans beaucoup d'unités militaires de l'armée austro-hongroise ont eu lieu des révoltes. Les soldats refusaient en masse d'obéir aux ordres des supérieurs et, en quittant les casernes, ils se dirigeaient armés vers leurs maisons. La situation échappait au contrôle. Le dualisme cessait d'exister.

En peu de temps, le Banat est devenu une zone extrêmement agitée. Le 31 octobre à Timișoara est constitué un Conseil Populaire du Banat dont l'activité va être coordonnée par un commissaire civil et un autre militaire. On a nommé aussi trois commissaires responsables pour les districts Timișoara, Caraș-Severin et Torontal. À bref délai, dans la plupart des villages du Banat, les habitants chassaient par la force les représentants de l'ancienne administration. Ils sont remplacés par des conseils et des gardes nationaux roumains, allemandes, hongroises et serbes qui commencent à contrôler tous les problèmes administratifs en devenant, pratiquement, les noyaux d'une nouvelle administration. Mais, leur activité est interrompue par l'intervention de l'armée royale serbe. Pendant une semaine, à partir du 12 novembre, les unités de l'armée royale ont occupé la plus grande partie de la zone et le 20 novembre elles atteignent la ligne de Mureș entre Seghedin et Lipova. Cela a profondément fâché les Roumains du Banat dont les représentants vont participer à la Grande Assemblée Nationale de Alba Iulia à côté des Roumains d'Ardeal et, d'une seule voix, ils vont demander l'union avec la Roumanie. À l'horizon se dessinait une possible confrontation entre les deux anciens alliés.

* Muzeul Banatului Timișoara, Piața Huniade nr. 1, e-mail: vasiledudas@yahoo.com.

¹ E. Botiș, *Un militant șvab al Unirii Banatului cu România: dr. Ștefan Frecot*, mss. gardé dans l'archive de la fam. du prof. Petru Botiș de Timișoara, 2.

² *Ibidem*, 3.

Dans cette situation, jusqu'à la prise d'une décision à la Conférence de la Paix de Paris, l'Entente a décidé de faire venir dans la zone quelques unités militaires françaises. Le 3 décembre 1918 les premières sous-unités sont entérées en Timișoara. En profitant de la présence militaire, les gouvernants serbes ont installé une administration civile serbe, premièrement dans le district Torontal et, le 20 février 1919, en Timiș. Dans ce contexte, les dirigeants de la communauté allemande constitués dans le Conseil National Allemand se réunissent et débattent intensivement le sujet de l'avenir de la province avec les représentants des gouvernements hongrois, serbe et roumain et avec les commandants de l'armée française.³ Bon connaisseur du français, Ștefan Frecot prend part active à ces réunions. L'un des commandants des troupes françaises, le général Farret, a porté avec lui, à Timișoara et à Biled, des discussions animées concernant la future situation du Banat.

Le 27 juin 1919, les représentants des grands pouvoirs de l'Entente décident de partager la zone. La ville de Timișoara revient à la Roumanie.

Après la retraite de l'armée serbe du Banat attaché à la Roumanie, les dirigeants des souabes du Banat qui s'étaient orientés vers la Roumanie, ont convoqué le 10 août 1919 une grande réunion à la Maison allemande de Timișoara. La presse locale a publié plusieurs reportages sur l'assemblée de ceux plus d'une mille allemands du Banat arrivés de quelques dizaines de localités. Sous le titre *Les Souabes pour l'intégrité du Banat et la jonction avec la Roumanie*, la gazette *Le Banat* a relaté dans un ample article les débats qui ont eu lieu à cette occasion.⁴ Les travaux ont été présidés par l'historien Franz Wettel. Au premier point sur l'ordre du jour lié à l'avenir du Banat, le colonel en retraite Karl von Möller a souligné le fait que, puisque Timișoara est revenue à la Roumanie, les souabes de Banat doivent s'intégrer dans le nouvel état. Ensuite, il a lu une résolution dont le texte, rédigé par Michael Kausch, consignait: 1. Au nom de tous les souabes du Banat, nous déclarons que ce n'est que du Banat non-séparé que nous espérons le bien de chaque nation de la province car, un

Banat divisé entre des frontières artificielles, signifie une ruine économique pour tous les peuples qui vivent ici, une cause pour de perpétuelles disputes et mécontentements, un troublement de la paix tant désirée. En conséquence, nous désirons l'indivisibilité du Banat. 2. Parce que Timișoara est le centre de la vie économique et sociale du Banat, qu'elle est incorporée à la Roumanie et la souveraineté de SM le Roi de la Roumanie est étendue sur le Banat, que nous voyons dans le Manifeste d'Alba Iulia un garant que dans ce futur état on nous assure le développement libre de notre caractère populaire et notre langue maternelle que nous pourrions promouvoir sans contrainte dans le plan politique, culturel, économique et social de manière que nous puissions nous assurer notre avenir national, nous désirons que tout le Banat, unitaire et indivisé, soit attaché à la Grande Roumanie. 3. Cette décision sera communiquée à la Conférence de paix dans un mémoire présenté par une délégation.⁵

Au deuxième point sur l'ordre du jour, Johann Rösler a abordé le problème de la réorganisation de l'ancien Parti Populaire Allemand de l'Hongrie constitué en 1907. La nouvelle formation politique devait représenter tous les courants politiques qui existaient déjà au milieu de la population souabe.

En ce qui concerne l'activité culturelle, Michael Kausch a souligné l'importance de l'enseignement dans la langue maternelle pour les habitants de nationalité allemande. Au nom des Allemands qui vivaient sur le territoire du nouvel état roumain, a pris la parole Rudolf Brandsch. Après avoir montré que les saxons et les souabes forment une seule nationalité, il a exprimé toute sa satisfaction pour le fait que dans l'avenir ils auront un enseignement dans leur langue maternelle. Wilhelm Kopony, qui a pris la parole à la fin de la session, a exprimé sa confiance dans la politique nationale de l'état roumain.

Conformément aux décisions prises à la séance du 10 août, une délégation formée de quatre représentants des souabes du Banat conduite par Ștefan Frecot, s'est mise en route pour Paris, le 12 août. Dans la capitale de France ils ont étroitement collaboré avec les membres de la délégation de Roumanie et avec les représentants de la Transylvanie et du Banat tels que Vasile Lucaciu, Octavian Goga, Nicolae

³ P. Ciobanu, *Unirea Banatului și încorporarea Timișoarei în România Mare*, Timișoara, (1934); W. Marin, *Unirea din 1918 și poziția șvabilor bănățeni*, Ed. Facla, Timișoara (1978); *Idem, Kurze Geschichte der Banater Deutschen*, Facla Verlag, Temeswar (1980).

⁴ *Banatul*, I, nr. 29, du 17 août (1919).

⁵ *Temesvarer Zeitung*, LXVIII, nr. 180, du 12 août (1919); *Renașterea Română*, I, nr. 170, du 19 août (1919); *Deutsche Politische Hefte aus Grossrumänien*, II, nr. 1, février (1922), 16.

Comşa, Victor Branişte, Traian Vuia, Traian Lalescu et d'autres.

Le 19 août, Ştefan Frecot, Andreas Buschmann, Thomas Fernbacher et Franz Timon ont été reçus par le Conseil des dix. À cette occasion, Ştefan Frecot, dans sa qualité de dirigeant de la délégation, a présenté à Georges Clémenceau, le président de la Conférence, un *Memorium* où étaient insérées les conséquences négatives de la division du Banat et la volonté de ses compatriotes de se réunir avec la Roumanie. „Au nom de tous les Souabes du Banat - on précisait le document - nous déclarons que nous espérons le salut de toutes les nationalités du Banat, seulement dans un Banat intégral et non divisé, parce qu'un Banat divisé sans frontières naturelles signifie, pour tous les peuples qui l'habitent, la ruine économique, formant une cause de querelles et de mécontentement et une menace pour la paix. Puisque Temesvar, le centre de la vie économique et sociale, a été attachée à la Roumanie et la souveraineté de S.M. le Roi de la Roumanie a été étendue sur le Banat; puisque nous voyons dans le manifeste d'Alba Iulia une garantie que nous pourrions, dans notre futur État, développer librement notre caractère national, employer librement notre langue maternelle, aux domaines politique, économique, culturel et social et assurer ainsi notre avenir national, nous désirons que tout le Banat soit rattaché intégralement et non divisé au Royaume de la Grande Roumanie.

Nous sommes les exposants de la volonté librement et spontanément exprimée, en unanimité, d'une nation de 500.000 d'âmes, nation qui représente 31,5% de toute la population du Banat et qui, en accord avec les habitants roumains de cette province (529.048 d'âmes, ce qui représente 37% du total de la population), réclame l'union du Banat avec la Roumanie. Il en résulte que, d'une population de 1.582.133 d'âmes, 68%, c'est-à-dire 1.090.349, demandent cette union avec le Royaume Roumain.”⁶

Les arguments des délégués souabes concernant les conséquences négatives de la division du Banat ont été bien reçus par les gens d'état avec lesquels ils ont parlé. „Dans un entretien avec les représentants des grands pouvoirs et les membres du conseil des dix, la

délégation des souabes du Banat, a décrit exactement la situation du Banat, en accentuant sur les conséquences néfastes de l'actuelle division – se remémorait des années plus tard, Ştefan Frecot. Les membres de la conférence ont apprécié en tout les arguments invoqués et ils ont promis de respecter le désir du peuple souabe, si cette question sera reprise sur l'ordre du jour.”⁷

Revenu à Timișoara, Ştefan Frecot a dû subir l'attaque de quelques uns de ses compatriotes qui ne voyaient pas d'un bon oeil la démarche de la délégation. On l'a catalogué comme *traître* et *vendu aux Roumains*.

Mais il a eu des satisfactions aussi. En l'automne du 1919 il a été élu député indépendant dans le premier parlement de la Roumanie réunie. Il s'est bientôt convaincu que sans l'appui des partis roumains, il ne peut pas soutenir les vrais intérêts de ses compatriotes qui, premièrement, devaient être protégés contre la politique aventurière pan-germanique. Il est l'un des fondateurs du Parti du Peuple (Volkspartei) qui propose un programme de collaboration avec les partis roumains. Pendant l'entre-deux-guerres l'état roumain avait accordé aux minorités une grande autonomie culturelle; en dehors d'un système d'enseignement bien mis au point, les Allemands avaient des ensembles artistiques professionnels et d'amateurs, de plusieurs quotidiens, hebdomadaires, revues culturelles et ils se contentaient des services de nombreuses maisons d'édition et typographies.

Après une courte collaboration avec le Parti National Libéral et le Parti du Peuple conduit par le général Alexandru Averescu, le dr.Ştefan Frecot prend la décision de se retirer de la vie politique militante. Il va detenir pour peu de temps la fonction de vice-président de la *Ligue contre l'usure*.⁸

L'arrivée au pouvoir du Parti National Socialiste en Allemagne va encourager les cercles pangermanistes du Banat. Dès les années '30 de nombreux souabes du Banat se sont laissés intoxiquer par la propagande naziste. Les descendants des colons français du Banat ont décidé de prendre attitude contre cette propagande. Sous la direction de Ştefan Frecot ils envoient au gouvernement roumain un mémoire documenté dans lequel ils précisent

⁶ *Délégation des souabes du Banat à la Conférence de la Paix, Mémoire présenté à la Conférence de la Paix (L'unité du Banat situation économique du Banat avec une carte)*, Paris, août, (1919), 6-7.

⁷ dr. Stefan Frecot, *Problema Banatului la Conferința de Pace*, dans *Deutsche Wacht*, I, nr. 137, de 27 septembre (1919).

⁸ E. Botiș, *op. cit.*, 7.

qu'ils se considèrent un groupe séparé de ceux des Allemands de la Roumanie et ils proposent la constitution d'une association. De cette organisation ethnique française allaient faire part tous les habitants du Banat qui prouvaient par des papiers leur descendance des anciens colons venus de différentes provinces françaises. Une délégation des souabes d'origine française conduite par le dr. Ștefan Frecot a été reçue en audience par Constantin Argetoianu, Constantin Giurâscu, Alexandru Radian dans leur qualité de représentants du gouvernement roumain. À cette occasion, tous ont montré leur sympathie envers cette initiative, mais ils ont dit qu'une telle action irriterait l'Allemagne et que, pour le moment, cette démarche est irréalisable, les cercles politiques de Bucarest considérant cette action inopportune.⁹

En opposition avec cette courageuse action, les représentants des Allemands du Banat ont sollicité à l'Ambassade du Reich d'intervenir énergiquement auprès du gouvernement roumain. En même temps, sur le plan local, on a pris une série de mesures repressives contre les familles de ceux qui ont eu le courage de se déclarer d'origine française.

Par le décret-lois du 21 novembre 1940 on se constitue le Groupe Éthnique Allemand de Roumanie qui inclut tous les citoyens roumains d'origine allemande quelque soit leur option politique.¹⁰ La nouvelle organisation politique se proposait d'inscrire dans ses rangs non seulement les citoyens roumains d'origine allemande mais aussi tous les membres des familles mixtes qui parlaient la langue allemande. Le Groupe Éthnique Allemand était une organisation avec un statut de personne juridique, directement subordonnée à la capitale du troisième Reich. Après le déclenchement de l'attaque contre la Yougoslavie suivi de celui contre l'URSS, de nombreux jeunes gens souabes des villages et des villes du Banat se sont enrôlés volontairement dans l'armée allemande.

Après les grands dommages soufferts sur les fronts de lutte en URSS, l'Allemagne sollicite à la Roumanie d'accepter que les citoyens roumains de nationalité allemande puissent opter à satisfaire leur service militaire dans les troupes SS et que les contingents plus âgés puissent travailler dans l'industrie de guerre du

Reich. Les enrôlements devaient être faites sur le principe du libre consentement de ceux intéressés. C'est ainsi que, le 12 mai 1943, le gouvernement roumain a signé avec l'état allemand un accord qui permettait l'encadrement de cca 70.000 jeunes allemands dans les troupes Waffen SS.¹¹ En constatant que de nombreux souabes refusaient nettement de répondre aux sollicitations d'enrôlement, les commissions de recrutement, en violant les dispositions de l'accord, ont passé à la force pour obtenir les signatures d'adhésion. Le 26 mai 1943, le général Constantin Deliceanu, le préfet du district Timiș-Torontal, signalait le fait que „autant les organisations allemandes que les commissions de recrutement emploient, pour convaincre leurs compatriotes de s'inscrire volontairement, des méthodes brutales telles que : des menaces de mort, des coups rudes, des violations de domicile, des séquestrations de personnes, des destructions massives des habitations et des propriétés, des passages des vitres etc”¹². Bien que les autorités roumaines interviennent pour défendre les citoyens menacés où devenus victimes de ces actions terroristes, de pareilles actions continuent. Le préfet mentionné là-dessus s'est vu obligé à convoquer au siège de la Préfecture le dr. Hans Jung, le dirigeant du Groupe Éthnique Allemand de Timișoara, pour lui rappeler sa responsabilité en ce qui concerne la violation des dispositions de la convention roumaino-allemande concernant les recrutements de l'armée allemande et de lui demander de faire intervenir immédiatement pour entrer en légalité. En même temps il en a informé le Ministère des Internes.”¹³

Après le coup d'état du 23 août 1944, à la base du Statut des Nationalités du 7 février 1945, le dr. Ștefan Frecot réussit à constituer *L'association des descendants d'anciens colons français du Banat*, reconnue comme personne juridique par la sentence du tribunal Timiș-Torontal nr. 289 du 14 août 1945.¹⁴ Conformément à ses statuts, le but de l'Association était la propagation de la langue et de la civilisation françaises parmi les souabes d'ethnie française en vue de récupérer leur

⁹ E. Frecot, *Les français du Banat*, Timișoara (1945), 6.

¹⁰ A. Hillgruber, *Hitler, Regele Carol și mareșalul Antonescu*, Ed. Humanitas, Bucuresti (1994), 147.

¹¹ W. Marin, *Mișcarea antifascistă și revoluția populară în Banat*, Timișoara (1971), 194.

¹² Direcția județeană a Arhivelor Naționale Timiș (Direction des Archives Nationales du Timiș), fond Prefectura județului Timiș – Torontal (fond la Préfecture du district Timiș-Torontal), le dossier nr. 13/1943, f. 275.

¹³ *Ibidem*.

¹⁴ E. Frecot, *Les français du Banat*, 12.

ancienne nationalité, la cultivation des traditions françaises, la fondation d'écoles en français, l'appui accordé aux jeunes gens pour étudier dans des universités françaises.

À la suite des activités déroulées dès la même année, L'Association a obtenu l'approbation pour fonder une école maternelle et une autre élémentaire, de langue française, à Tomnatic. Celles-ci ont fonctionné jusqu'en 1948. Leur suppression s'est produite au moment où l'on était en train de fonder deux autres institutions similaires à Carani et Lovrin.¹⁵ Les autorités communistes ont considéré l'activité de l'Association dangereuse; elles l'ont cataloguée comme un mouvement opportuniste dont le but serait le détournement de ses adhérents du régime appliqué à la population allemande. Il est de notoriété le fait que le gouvernement soviétique a sollicité à celui roumain d'accepter comme mesure de représailles l'envoi d'un contingent d'éthniques allemands pour participer au travail de reconstruction. En janvier 1945, les autorités roumaines ont participé activement à l'organisation des déportations, en rédigeant les listes de toutes les femmes qui avaient l'âge entre 18 et 30 ans et des hommes entre 17 et 45 ans.

Rien de plus illustratif pour la nature coercitive de la politique centralisée suivie par le régime communiste que l'emploi du travail forcé. Celui-ci a été légiféré par le Code du travail de 1950. On a constitué, au cadre du Ministère des Internes, une Direction pour les unités de travail, sa tâche étant celle de rééduquer par le travail les éléments hostils à la République Socialiste de Roumanie. Cachée sous l'euphémisme de service temporaire de travail, que le Conseil des Ministres avait le droit d'imposer aux citoyens, le travail forcé a été utilisé comme un instrument de punition pour des milliers de personnes accusées d'être déloyales envers le nouveau régime. Parmi ceux-ci se trouvait le dr. Ștefan Frecot.

Les unités de travail ont été re-dénommées des colonies de travail par une décision du Conseil des Ministres du 22 août 1952 et leur administration, semblable à celle des prisons, a été placée entre les mains du Ministère des Internes.

En ce qui concerne les camps de travail, une grande partie de ceux-ci ont été concentrés en

Dobrogea; les internés étaient obligés de travailler à la construction du canal le Danube la Mer Noire.

Bien qu'il soit âgé et que toute sa vie il déployât une activité loyale à l'état roumain, le dr. Ștefan Frecot a été obligé de passer plus de deux années (1952-1954) dans un tel camp, à côté d'autres intellectuels roumains, allemands, hongrois, serbes, bulgaires, juifs.¹⁶

Après la libération, la santé affaiblie, il a continué son activité professionnelle jusqu'à la retraite.

Il est mort le 26 juin 1971 à Timișoara et il est enterré dans la cimetière de Calea Lipovei.

¹⁵ E. Botiș, *loc. cit.*, 10.

¹⁶ Anton Peter Petri, *Biographisches Lexikon des Banater Deutschtums*, Th. Breit +Verlag GmbH, Marquartstein (1992), 175.